

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF
ENTRE L'AUTORITÉ POUR LES CONDITIONS DU TRAVAIL DU PORTUGAL
ET L'INSPECTION DU TRAVAIL ET DES MINES DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG EN
MATIÈRE DE CONTROLE DU DETACHEMENT TRANSNATIONAL DE TRAVAILLEURS ET DE LUTTE
CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

L'Autorité pour les Conditions du Travail (ACT) du Portugal et l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) du Luxembourg, ci-après appelées les Parties Signataires, considérant le besoin de renforcer les relations au niveau bilatéral, ont convenu de coopérer en matière d'échange mutuel d'informations et d'expériences, de contrôle de l'application des dispositions légales relatives à la sécurité et santé au travail et au droit du travail, ainsi qu'en matière de contrôle des règles du détachement transnational de travailleurs et de lutte contre le travail illégal dans le cadre de la prestation de services conformément à la Directive 96/71/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 décembre 1996.

En référence à ce qui précède, les Parties Signataires ont convenu de conclure le présent Arrangement :

Article 1

Les Parties Signataires s'engagent à développer des formes de coopération d'intérêt mutuel, envisageant:

- a) Permutation d'inspecteurs du travail et d'experts, prise en charge par le financement de programmes, notamment, dans le cadre du Comité des Hauts Responsables de l'Inspection du Travail ou d'autres projets;
- b) Échange de matériaux d'information produits par chacune des Parties Signataires ou produits avec leur collaboration;
- c) Organisation de la formation à réaliser aux installations des organisations dans chaque pays, ainsi que participation aux conférences, séminaires et réunions internationales organisées par les Parties Signataires;
- d) Candidature et développement de projets communs dans le cadre de l'Union Européenne, du Bureau International du Travail ou d'autres organisations internationales compétentes dans les domaines du travail et de la sécurité et santé au travail;



- e) Échange mutuel d'information concernant les expériences acquises en matière d'application des Directives Communautaires dans le champ d'action des Parties Signataires;
- f) Échange mutuel d'information concernant les méthodes de planification, coordination et évaluation de l'activité d'inspection.

Article 2

1. Les Parties Signataires s'engagent à échanger des informations sur les travailleurs détachés pour réaliser des tâches sur le territoire des deux pays parties au présent arrangement au sujet des conditions de travail, à savoir:
 - a) Les périodes maximales de travail et les périodes minimales de repos;
 - b) Les congés annuels;
 - c) Le salaire minimal et la majoration pour les heures supplémentaires;
 - d) Les conditions de mise à disposition des travailleurs, notamment par des entreprises de travail intérimaire;
 - e) La sécurité, la santé et l'hygiène, notamment dans le cadre des accidents du travail et les maladies professionnelles affectant les travailleurs détachés ;
 - f) Les mesures protectrices applicables aux conditions de travail et d'emploi des femmes enceintes et des femmes venant d'accoucher, des enfants et des jeunes ;
 - g) L'égalité de traitement entre hommes et femmes ainsi que d'autres dispositions en matière de non-discrimination;
 - h) Des irrégularités identifiées lors des missions d'inspection sur l'emploi ;
 - i) Des infractions identifiées en matière de droits des travailleurs.
2. Les Parties Signataires s'engagent à échanger des informations sur la forme juridique et le type d'activités menées par les employeurs détachant des travailleurs pour réaliser des tâches sur le territoire des deux pays parties du présent Arrangement.
3. Les Parties Signataires coordonnent leurs procédures en cas de survenance d'accidents au travail concernant les travailleurs détachés.



Article 3

1. Les Parties Signataires s'engagent à fournir les informations demandées par l'autre Partie dans un délai inférieur à 4 semaines.
2. Au cas où il ne serait pas possible de respecter le délai repris au point 1, la Partie tenue de transmettre les informations le communiquera à l'autre Partie et indiquera les causes du retard.
3. Si une Partie au présent Arrangement ne devait pas être compétente pour fournir les informations demandées par l'autre Partie, elle devra en communiquer les raisons et désignera l'autorité compétente en la matière.

Article 4

Les Parties Signataires s'engagent sur les priorités suivantes:

- a) Echange d'informations et de pratiques concernant la transposition de Directives Communautaires en matière de sécurité et santé au travail;
- b) Echange d'informations et de pratiques concernant l'application de la législation et le contrôle et l'évaluation des indicateurs de sécurité et santé au travail;
- c) Echange d'informations conformément à la Directive 96/71/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 Décembre 1996 sur le détachement de travailleurs dans le cadre de la prestation de services ;
- d) Echange d'informations et de pratiques en matière de lutte contre le travail illégal.

Article 5

1. Afin d'échanger des informations, les Parties peuvent utiliser un formulaire mis au point par un groupe d'experts nationaux sur la mise en œuvre de la Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil sur le détachement des travailleurs dans le cadre de la prestation de services.
2. L'information sera transmise aux adresses indiquées par les Parties, reprises dans la liste de distribution jointe au présent Arrangement.



Article 6

Pour tout échange d'informations et de documents entre les Parties Signataires, la protection des données à caractère personnel doit être assurée conformément au régime en vigueur dans chaque pays en application des normes nationales, communautaires (plus spécifiquement la Directive 95/46/CE) et internationales.

Article 7

1. Les Parties Signataires pourront se réunir au moins une fois par année pour suivre et évaluer l'application du présent Arrangement.
2. Les frais liés au développement des projets accordés entre les Parties Signataires dans le cadre du présent Arrangement seront pris en charge comme suit:
 - a) Les dépenses de voyages internationaux seront à la charge de la Partie visitante;
 - b) Pour chaque projet, événement ou réunion particulière, les Parties Signataires se prononceront par accord mutuel sur la prise en charge des frais liés à l'organisation et au séjour en ce qui concerne, notamment, le logement, les repas, les indemnités journalières, le transport local, la traduction et l'interprétariat ou d'autres dépenses considérées pertinentes.
3. Les frais liés aux projets peuvent être pris en charge par le financement obtenu dans le cadre de candidatures communes présentées à l'Union Européenne ou au Bureau International du Travail.

Article 8

1. Le présent Arrangement pourra être amendé voire résilié par consensus écrit entre Parties à une date spécifiée par elles.
2. Le présent Arrangement peut également être résilié par l'une des Parties, par déclaration écrite, avec un préavis de 3 mois.



3. Le délai de préavis commence à courir le jour suivant la date de réception d'une déclaration écrite concernant la résiliation de l'Arrangement.

Article 9

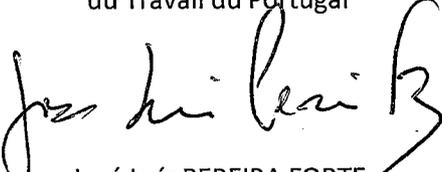
Le présent Arrangement est établi en deux copies identiques dans les langues portugaise et française, les textes étant véritablement identiques.

Article 10

Le présent Arrangement entrera en vigueur à la date de sa signature.

Luxembourg, le 07 Juillet 2011

Pour l'Autorité pour les Conditions
du Travail du Portugal



José Luís PEREIRA FORTE
Inspecteur Général du Travail

Pour l'Inspection du Travail et des
Mines du Grand-Duché de
Luxembourg



Paul WEBER
Directeur de l'Inspection du Travail
et des Mines

APPENDIX I

LISTE DE DISTRIBUTION ET DES CONTACTS NATIONAUX

Exécution de l'article 5.2 de l'Arrangement.

Adresses des services et données des personnes de contact :

LUXEMBOURG :

Inspection du Travail et des Mines (ITM) : Siège Direction :
3, rue des Primeurs
L-2361 Strassen (B.P. : 27 , L-2010 Luxembourg) www.itm.lu

- Département « opérationnel » : Droit du Travail
Claude Lorang, directeur-adjoint
Tél. : 00352 247 86152
@ : claude.lorang@itm.etat.lu
- Département « opérationnel » : Sécurité et Santé au Travail
Robert Huberty, directeur-adjoint
Tél. : 00352 247 86165
@ : robert.huberty@itm.etat.lu
- Bureau luxembourgeois de liaison détachement (« BLLD »), un service du
< Pôle détachement et travail illégal > (« PDTI »)
@ : blld@itm.etat.lu

Miguel Martinho, Inspecteur en chef du travail, attaché de Direction
Tél. : 00352 247 86380
@ : miguel.martinho@itm.etat.lu

Pascale Hardt, Inspectrice principale du travail
Tél. : 00352 247 86199
@ : pascale.hardt@itm.etat.lu

Christophe Ludewig, employé de l'Etat, "back-office" du PDTI
Coordinateur « IMIS » à l'ITM
@ : christophe.ludewig@itm.etat.lu

Norbert Flammang : Brigadier – chef auprès de l'Administration des Douanes et accises.
Agent de liaison de la <Cellule de coordination Douanes-ITM>, relevant de l'Inspection
ITM-Environnement des Douanes
@ : norbert.flammang@itm.etat.lu



PORTUGAL :

Autoridade para as Condições do Trabalho (ACT): Siège Direction :
Avenida Casal Ribeiro, n.º 18-A
1000-092 Lisboa
Portugal www.act.gov.pt

- Direcção de Serviços de Apoio à Actividade Inspectiva
Tél. : 00351 213 308 700
@ : dsaii@act.gov.pt
- Direcção de Serviços de Apoio à Actividade Inspectiva
Maria José Tiago, directora de serviços
Tél. : 00351 213 308 840
@ : mariajose.tiago@act.gov.pt
- Divisão de Estudos, Concepção e Apoio Técnico à Actividade Inspectiva
Teresa Pargana, chefe de divisão
Tél. : 00351 213 308 839
@ : teresa.pargana@act.gov.pt
- Divisão de Estudos, Concepção e Apoio Técnico à Actividade Inspectiva
Joana Amorim, inspectora do trabalho
Tél. : 00351 213 308 855
@ : joana.amorim@act.gov.pt



ACORDO DE COOPERAÇÃO
ENTRE A AUTORIDADE PARA AS CONDIÇÕES DO TRABALHO DE PORTUGAL E A INSPECÇÃO
DO TRABALHO E DAS MINAS DO LUXEMBURGO EM MATÉRIA DE CONTROLO DO
DESTACAMENTO TRANSNACIONAL DE TRABALHADORES E DE LUTA CONTRA O TRABALHO
NÃO DECLARADO OU IRREGULAR

A Autoridade para as Condições do Trabalho (ACT) de Portugal e a Inspeção do Trabalho e das Minas (ITM) do Luxemburgo, adiante referidas como Partes Outorgantes, com o propósito de reforçar as relações a nível bilateral, decidiram cooperar em matéria de intercâmbio de informações e de experiências, no controlo da aplicação da legislação em matéria de segurança e saúde no trabalho e do direito do trabalho, bem como em matéria de controlo das regras de destacamento transnacional de trabalhadores e de luta contra o trabalho não declarado ou irregular, no âmbito da prestação de serviços de acordo com a Directiva 96/71/CE do Parlamento Europeu e do Conselho de 16 de Dezembro de 1996.

Relativamente ao acima mencionado, as Partes Outorgantes decidiram celebrar o seguinte Acordo:

Artigo 1º

As Partes Outorgantes propõem-se desenvolver formas de cooperação com interesse mútuo, designadamente:

- a) Intercâmbio de inspectores do trabalho e de peritos, através do financiamento no âmbito de programas, nomeadamente, no âmbito do Comité dos Altos Responsáveis da Inspeção do Trabalho ou de outros projectos;
- b) Intercâmbio de suportes informativos produzidos por cada uma das Partes Outorgantes ou em cuja elaboração colaboraram;
- c) Organização de formação a ser desenvolvida nas instalações das organizações nos respectivos países, assim como a participação em conferências, seminários e reuniões internacionais organizadas pelas Partes Outorgantes;
- d) Candidatura e desenvolvimento de projectos comuns no quadro da União Europeia, da Organização Internacional do Trabalho ou de outras organizações internacionais com atribuições nas áreas do trabalho e da segurança e saúde no trabalho;



- e) Troca de informações sobre as experiências adquiridas na implementação das Directivas Comunitárias no âmbito de intervenção das Partes Outorgantes;
- f) Intercâmbio de informação sobre métodos de planeamento, coordenação e avaliação da actividade inspectiva.

Artigo 2º

1. As Partes Outorgantes propõem-se desenvolver o intercâmbio de informações sobre trabalhadores destacados para realização de tarefas no território dos dois países partes do presente acordo, que respeitem a condições de trabalho, designadamente:
 - a) Duração máxima dos tempos de trabalho e períodos mínimos de descanso;
 - b) Férias;
 - c) Remuneração mínima e pagamento de trabalho suplementar;
 - d) Condições de cedência de trabalhadores, nomeadamente, por empresas de trabalho temporário;
 - e) Segurança, higiene e saúde no trabalho, nomeadamente, no quadro dos acidentes de trabalho e das doenças profissionais que afectam os trabalhadores destacados;
 - f) Protecção das trabalhadoras grávidas e das puérperas e do trabalho de menores;
 - g) Igualdade de tratamento entre homens e mulheres, bem como outras disposições em matéria de não discriminação;
 - h) Irregularidades em matéria de emprego identificadas aquando das visitas de inspecção;
 - i) Infracções verificadas em matéria de direito dos trabalhadores.
2. As Partes Outorgantes propõem-se desenvolver o intercâmbio de informações relativas à natureza jurídica e ao objecto social dos empregadores de trabalhadores destacados, para a realização de tarefas no território dos dois países partes do presente acordo.
3. As Partes Outorgantes propõem-se assegurar a coordenação de procedimentos entre as Partes em caso de acidentes de trabalho de trabalhadores destacados.



Artigo 3º

1. As Partes Outorgantes devem prestar as informações solicitadas pela outra Parte relativas ao destacamento de trabalhadores num prazo inferior a 4 semanas.
2. Em caso de impossibilidade de cumprimento do prazo estabelecido no nº 1, deve a Parte Outorgante em causa comunicá-lo à outra parte e justificar o motivo do incumprimento.
3. Se uma das Partes Outorgantes não tiver por competência fornecer as informações solicitadas pela outra Parte, deve comunicar o motivo e identificar a autoridade competente para tal.

Artigo 4º

As Partes Outorgantes estabelecem as seguintes prioridades:

- a) Intercâmbio de informações e de práticas relativas à transposição de Directivas Comunitárias em matéria de segurança e saúde no trabalho;
- b) Intercâmbio de informações e de práticas relativas à implementação da legislação e ao controlo e avaliação de indicadores de segurança e saúde no trabalho;
- c) Intercâmbio de informações no âmbito da Directiva 96/71/CE do Parlamento Europeu e do Conselho de 16 de Dezembro de 1996 relativa ao destacamento de trabalhadores no âmbito da prestação de serviços;
- d) Intercâmbio de informações e de práticas em matéria de trabalho não declarado ou irregular.

Artigo 5º

1. Para efeitos de intercâmbio de informação, as partes podem utilizar um formulário elaborado por um grupo de peritos nacionais, para a implementação da Directiva 96/71CE do Parlamento Europeu e do Conselho sobre destacamento de trabalhadores no âmbito de uma prestação de serviços.
2. A informação será comunicada para as moradas indicadas pelas partes, incluídas na lista de distribuição em anexo ao presente acordo.



Artigo 6º

Durante o intercâmbio de informações e de documentos entre as partes Outorgantes, deve ser salvaguardada a protecção dos dados pessoais de acordo com o regime aplicável a cada país de acordo com as normas nacionais, comunitárias (mais especificamente a Directiva 95/46/CE) e internacionais.

Artigo 7º

1. As Partes Outorgantes poderão reunir-se, pelo menos uma vez por ano, para acompanhar e avaliar a implementação do presente Acordo.
2. Os encargos resultantes do desenvolvimento dos projectos acordados entre as Partes Outorgantes no âmbito deste Acordo serão suportados da seguinte forma:
 - a) Os custos com viagens internacionais serão suportados pela Parte visitante;
 - b) Para cada projecto, evento ou reunião, as Partes Outorgantes decidirão de mútuo acordo sobre os encargos a assumir com a respectiva organização e com a estadia no que se refere, nomeadamente, a alojamento, alimentação, ajudas de custo diárias, deslocações internas, traduções e interpretações ou outras despesas consideradas pertinentes.
3. Os encargos com os projectos podem ser suportados através de financiamento obtido com base em candidaturas comuns apresentadas à União Europeia ou à Organização Internacional do Trabalho.

Artigo 8º

1. O presente Acordo de Cooperação pode ser alterado ou resolvido por escrito, por mútuo acordo entre as Partes Outorgantes, em data a indicar pelas Partes.
2. O Acordo de Cooperação pode ser resolvido por uma das Partes Outorgantes, mediante comunicação à outra Parte, por escrito, com antecedência de 3 meses.



3. O prazo de aviso prévio começa a correr no dia seguinte à data da recepção da comunicação escrita relativa à resolução do acordo.

Artigo 9º

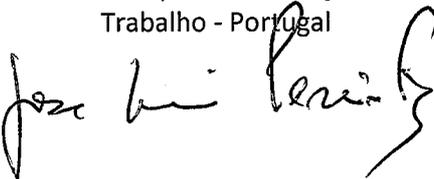
O presente Acordo de Cooperação é redigido em duas cópias idênticas nas línguas portuguesa e francesa, tendo os textos igual conteúdo.

Artigo 10º

O presente Acordo de Cooperação entrará em vigor no dia da sua assinatura.

Luxemburgo, 07 de Julho de 2011

O Inspector-Geral do Trabalho
Autoridade para as Condições do
Trabalho - Portugal



José Luís PEREIRA FORTE

O Director da
Inspeção do Trabalho e das Minas -
Luxemburgo



Paul WEBER

APPENDIX I

LISTE DE DISTRIBUTION ET DES CONTACTS NATIONAUX

Exécution de l'article 5.2 de l'Arrangement.

Adresses des services et données des personnes de contact :

LUXEMBOURG :

Inspection du Travail et des Mines (ITM) : Siège Direction :
3, rue des Primeurs
L-2361 Strassen (B.P. : 27 , L-2010 Luxembourg) www.itm.lu

- Département « opérationnel » : Droit du Travail
Claude Lorang, directeur-adjoint
Tél. : 00352 247 86152
@ : claude.lorang@itm.etat.lu
- Département « opérationnel » : Sécurité et Santé au Travail
Robert Huberty, directeur-adjoint
Tél. : 00352 247 86165
@ : robert.huberty@itm.etat.lu
- Bureau luxembourgeois de liaison détachement (« BLLD »), un service du
< Pôle détachement et travail illégal > (« PDTI »)
@ : bllld@itm.etat.lu

Miguel Martinho, Inspecteur en chef du travail, attaché de Direction
Tél. : 00352 247 86380
@ : miguel.martinho@itm.etat.lu

Pascale Hardt, Inspectrice principale du travail
Tél. : 00352 247 86199
@ : pascale.hardt@itm.etat.lu

Christophe Ludewig, employé de l'Etat, "back-office" du PDTI
Coordinateur « IMIS » à l'ITM
@ : christophe.ludewig@itm.etat.lu

Norbert Flammang : Brigadier – chef auprès de l'Administration des Douanes et accises.
Agent de liaison de la <Cellule de coordination Douanes-ITM>, relevant de l'Inspection
ITM-Environnement des Douanes
@ : norbert.flammang@itm.etat.lu



PORTUGAL :

Autoridade para as Condições do Trabalho (ACT): Siège Direction :
Avenida Casal Ribeiro, n.º 18-A
1000-092 Lisboa
Portugal www.act.gov.pt

- Direcção de Serviços de Apoio à Actividade Inspectiva
Tél. : 00351 213 308 700
@ : dsaai@act.gov.pt
- Direcção de Serviços de Apoio à Actividade Inspectiva
Maria José Tiago, directora de serviços
Tél. : 00351 213 308 840
@ : mariajose.tiago@act.gov.pt
- Divisão de Estudos, Concepção e Apoio Técnico à Actividade Inspectiva
Teresa Pargana, chefe de divisão
Tél. : 00351 213 308 839
@ : teresa.pargana@act.gov.pt
- Divisão de Estudos, Concepção e Apoio Técnico à Actividade Inspectiva
Joana Amorim, inspectora do trabalho
Tél. : 00351 213 308 855
@ : joana.amorim@act.gov.pt

